

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Reflexion-de-FidelDes-reves-farfelus>

Réflexion de FidelDes rêves farfelus

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : lundi 20 avril 2009

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Je m'expliquais mal le motif de l'euphorie qui s'était emparée de certains participants au Sommet de Port-d'Espagne.

J'ai donc fait un gros effort et lu la fameuse Déclaration d'engagement adoptée à ce Sommet des Amériques. J'avais déjà écouté la conférence de presse présidée par le Premier ministre trinitadien, Patrick Manning, et à laquelle avaient participé l'illustre Stephen Harper, le Premier ministre canadien, Felipe Calderon, le président mexicain, et Martin Torrijos, le président panaméen. A les entendre, ce Sommet a été le plus extraordinaire de tous.

Un miracle a dû se produire, pensais-je. On aura découvert la pierre philosophale. Alors, pourquoi m'inquiéterais-je davantage ? Que nul n'aille penser que c'est l'oeuvre du hasard. Ne savons-nous donc pas lire et écrire ? C'est écrit en toutes lettres dans treize des quatre-vingt-dix-sept paragraphes, qui totalisent soixante-sept pages, de la Déclaration finale : l'OEA nous a tous sauvés.

J'utiliserai donc la quasi-totalité de mes Réflexions pour chanter à mon tour les gloires de l'OEA :

« Nous réaffirmons les principes et les valeurs de la Charte de l'Organisation des Nations Unies, de la Charte de l'Organisation des Etats américains (OEA), de la Charte démocratique interaméricaine, du Consensus de Monterrey sur le financement au service du développement et de la Déclaration du Millénaire, et nous sommes décidés à intensifier notre lutte contre la pauvreté, la faim, l'exclusion sociale, la discrimination et l'inégalité, ainsi qu'à promouvoir l'inclusion et la cohésion sociale afin d'améliorer les conditions de vie de nos peuples et de parvenir au développement et à la justice sociale.

« Nous réaffirmons qu'il est important de promouvoir la coopération solidaire entre nos Etats dans les différents domaines des relations interaméricaines, en conformité avec les buts et principes essentiels de la Charte de l'OEA, tout en reconnaissant notre diversité sociale, politique et économique.

« Nous chargeons nos ministres, en particulier les responsables des finances, de la planification et du développement social, d'engager ou d'intensifier la révision des programmes nationaux de protection sociale, d'inclusion et d'élimination de la pauvreté... Nous appelons l'OEA, la Banque interaméricaine de développement (BID) et d'autres institutions régionales et sous-régionales de financement et de développement pertinentes à soutenir ces efforts dans les limites de leurs compétences.

« Nous pressons instamment les ministres du Travail à appuyer, à la Conférence interaméricaine des ministres du Travail de l'OEA, en collaboration avec les organes consultatifs de travailleurs et d'employeurs, et avec le soutien de l'OIT, selon le cas, un programme de travail qui permettrait d'atteindre ces objectifs à la Seizième Conférence prévue en 2009.

« Nous appelons les ministres de l'Education à mettre en oeuvre, avec le soutien de l'OEA, d'institutions régionales et internationales spécialisées et d'organisations de la société civile, des stratégies à même de permettre de rendre l'enseignement secondaire de qualité accessible à tous nos jeunes, garçons et filles, d'ici 2015 au plus tard, surtout relativement aux groupes les plus vulnérables et à ceux qui ont des besoins éducatifs spéciaux.

« Nous redoublerons d'efforts pour prévenir et combattre le problème mondial de la drogue et des crimes connexes sous tous leurs aspects, en renforçant la coopération internationale et une approche intégrale et équilibrée, en accord avec les principes consacrés dans les Chartes des Nations unies et de l'OEA, dans le droit international et dans nos législations correspondantes.

« Nous demandons au Secrétariat général de l'OEA de faire rapport au prochain Sommet des Amériques sur les progrès enregistrés dans l'exécution des engagements contractés aux Réunions des ministres en matière de sécurité publique des Amériques et aux Réunions des ministres de la Justice ou d'autres ministres, des procureurs ou des procureurs généraux des Amériques... Promouvoir une plus grande coopération, ainsi que l'action de l'OEA, à ces Réunions. Nous remercions l'OEA de l'appui technique qu'elle ne cesse de fournir sur les points faisant l'objet de ces Réunions.

« ...Nous encourageons l'OEA à continuer de mettre au point une stratégie continentale intégrale en mesure de promouvoir la coopération interaméricaine dans le traitement des bandes de délinquants.

« Nous renouvelons notre engagement de combattre la pauvreté, l'inégalité, la faim et l'exclusion sociale afin d'élever les conditions de vie de nos peuples et de renforcer la gouvernabilité démocratique dans les Amériques, et nous maintiendrons les principes de la Charte démocratique interaméricaine et les appliquerons pleinement.

« Nous réitérons notre appui aux objectifs de la Charte sociale des Amériques et de son Plan d'action, lesquels cherchent à offrir à tous nos citoyens plus de chances de bénéficier du développement durable assorti d'équité et d'inclusion sociale. Nous encourageons l'OEA à conclure la mise au point de ces instruments et nous oeuvrerons afin que les négociations soient achevées et ces documents adoptés d'ici fin 2009.

« Nous reconnaissons le rôle important que joue l'OEA dans le règlement pacifique de nos différends, sa participation à la promotion d'une culture démocratique, de paix, de dialogue et de non-violence dans la région, ainsi que son rôle dans la mise en pratique de la Charte démocratique interaméricaine. « Nos pays s'efforceront de continuer de présenter à l'OEA des rapports nationaux annuels au sujet des actions qu'ils ont engagées et des progrès qu'ils ont enregistrés dans la concrétisation des objectifs spécifiques fixés aux Sommets des Amériques. »

On ne s'étonnera pas, dès lors, de lire au dernier paragraphe, p. 67, de la Déclaration rédigée et inspirée par une institution si méritante : « Nous, chefs d'État et de gouvernement des Amériques, avons convenu que ce document soit connu comme "Déclaration d'engagement de Port-d'Espagne", en foi de quoi nous l'adoptons en date du 19 avril 2009. »

L'OEA n'est-elle pas le garant de la souveraineté et de l'intégrité des peuples latino-américains ? Oui, toujours !

S'est-elle ingérée dans les affaires intérieures d'un pays du continent ? Non, jamais !

A-t-elle toujours constitué un instrument docile des Etats-Unis ? Non, absolument pas !

Un seul Latino-Américain ou Caribéens est-il mort par sa faute ? Pas un seul !

Ce sont là des calomnies du castro-communisme en provenance de Cuba, le pays expulsé de l'OEA parce que son gouvernement avait fait sien le marxisme-léninisme, le pays où il n'y a jamais eu d'élections, où personne ne vote ni n'est élu, où règne une tyrannie qui a eu le culot de faire face à un pays aussi faible, aussi démuni et aussi pauvre que les Etats-Unis pendant un demi-siècle. Si Cuba ne fait pas amende honorable, le gouvernement noble et désintéressé de ce pays-là ne lui vendra même pas un cachet d'aspirine. L'OEA est le garant des droits démocratiques du malheureux peuple cubain.

Fidel Castro Ruz

La Havane, le 20 avril 2009